

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Dossier

mensuel

de

conjoncture



Présentation

- Ce diaporama vous est adressé en début de mois.
- Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques
- Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.
- Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Synthèse conjoncture Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.
- N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :

idf.statistiques@direccte.gouv.fr

• **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 4 mars 2016.

SOMMAIRE

Synthèse régionale

Page 4

Marché du travail

- Page 5 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois
 Page 6 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département
 Page 7 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe
 Page 8 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge
 Page 9 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par catégorie professionnelle et domaine professionnel
 Page 10 : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA
- Page 11 : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi
- Page 12 : taux de chômage (Insee)

• Emploi

- Page 13 : offres d'emploi confiées à Pôle emploi
 Page 14 : déclarations préalables à l'embauche
- Page 15 : évolution récente de l'intérim
- Page 16 : évolution récente de l'emploi salarié

Accompagnement des mutations économiques

- Page 18 : activité partielle
- Page 19 : procédures de licenciement collectif

Synthèse régionale

MARCHE DU TRAVAIL

En décembre 2015, le nombre d'inscrits à Pôle emploi n'ayant eu aucune activité (cat. A) augmente de +0,4 % en Île-de-France (données CVS) comme en France métropolitaine. Sur l'année 2015, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente de +3,0 % dans la région et de +2,6 % au niveau national.

Si on inclut les demandeurs d'emploi ayant eu une activité réduite (catégories A, B et C), le nombre d'inscrits augmente en décembre de +0,8 % dans la région et de +0,6 % et en France métropolitaine. En un an, la hausse en catégorie ABC s'élève à +5,0 % en Île-de-France et en France métropolitaine.

Si la demande d'emploi augmente toujours en 2015, le rythme de hausse ralentit sensiblement en catégorie A par rapport à 2014. Néanmoins, ce constat n'est plus vrai si l'on prend en compte les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite (cat. ABC).

Notamment, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi est relativement stable sur l'année en catégorie ABC, alors qu'il diminue significativement en catégorie A. Chez les seniors, en revanche, la hausse se poursuit toujours à un rythme soutenu dans les deux cas.

Au troisième trimestre 2015, le taux de chômage francilien représente 9,1 % de la population active, en hausse de +0,2 point par rapport au deuxième trimestre 2015. Il reste inférieur de 1,1 point au taux de chômage en France métropolitaine, à 10,2 % (également +0,2 point).

EMPLOI

Au deuxième trimestre 2015, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) progresse par rapport à la même période de l'année précédente, que l'on considère tous les types de contrats ou seulement les contrats durables (i.e. CDD de plus de six mois et CDI).

L'emploi salarié régional dans les secteurs principalement marchands augmente très légèrement au troisième trimestre 2015 en Île-de-France, toujours soutenu par les services marchands. L'activité intérimaire est légèrement orientée à la baisse, avec la construction et les services semblant s'essouffler par rapport aux mois précédents.

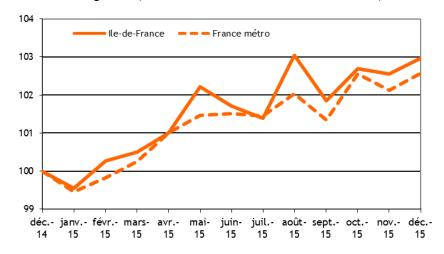
MUTATIONS ECONOMIQUES

Le nombre d'heures d'activité partielle autorisées enregistre un pic en décembre. Sur l'année écoulée, la construction aura compté pour près de la moitié des heures autorisées. Le nombre d'emplois menacés par les PSE s'établit à un faible niveau en décembre. Sur l'année, le nombre de PSE initiés en 2015 progresse sensiblement par rapport à 2014.

- □ En décembre 2015, la demande d'emploi de catégorie A augmente de +0,4 % en Île-de-France comme en France métropolitaine.
- ☐ En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emplois enregistrés augmente de +0,8 % dans la région et de +0,6 % en France métropolitaine.
- ☐ Si on observe toujours une progression du nombre de demandeurs d'emploi, on assiste néanmoins à son ralentissement : en Île-de-France la hausse en 2015 atteint +3,0 % en catégorie A (+5,8 % en 2014) et +5,0 % en catégorie ABC (+6,3 % en 2014).
- L'année 2015 a néanmoins été marquée par la meilleure identification des demandeurs d'emploi en formation, en service civique ou en contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI). S'en est suivi le basculement de ces demandeurs des catégories A, B, C vers les catégories D et E. Cet évènement pris en compte, le ralentissement en catégorie A est toujours significatif, mais il ne l'est plus pour l'ensemble des catégories A, B, C

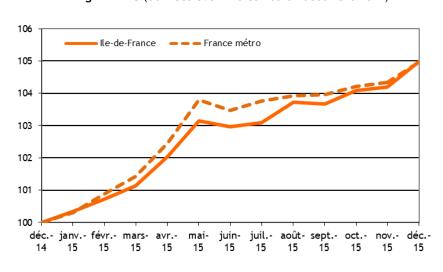
categories A, B, C.								
Décembre 2015	Ile-de-	Erongo	Variation s	ur un mois (%)	Variation sur un an (%)			
Decembre 2015	France	France Fra		France				
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	680 680	3 590 600	0,4	0,4	3,0	2,6		
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	968 440	5 475 700	0,8	0,6	5,0	5,0		

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS - Indice 100 en décembre 2014)



Sources: DARES / Pôle emploi - calculs des CVS: DIRECCTE / SESE

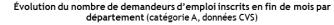
Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS - Indice 100 en décembre 2014)

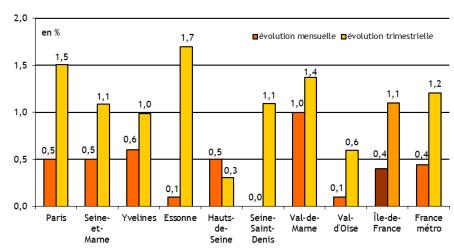


Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

- □ En catégorie A, le nombre de demandeurs d'emploi reste à peu près stable en Essonne, en Seine-Saint-Denis et dans le Val-d'Oise. Il augmente dans le reste des départements, avec la plus forte hausse pour le Val-de-Marne. Sur trois mois, les Hauts-de-Seine et le Val-d'Oise sont moins affectés par la hausse.
- □ En catégorie ABC, aucun département n'est épargné par la hausse, bien qu'elle soit moins vive en Essonne, en Seine-Saint-Denis et dans le Val-d'Oise. Sur trois mois, en revanche, tous les départements connaissent une hausse supérieure à +1,0 %.
- Sur un an, l'Essonne affiche la plus importante progression francilienne, d'autant plus marquée si l'on prend en compte les demandeurs d'emploi en activité réduite. Suit le Val-de-Marne où la hausse est aussi sensiblement supérieure celle de l'ensemble de la région. A l'inverse, Paris a connu l'évolution la plus modérée.

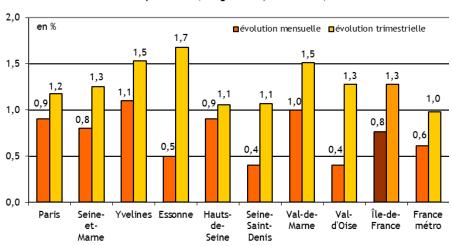
CVS	cat. A	évolution mensuelle	cat. ABC	évolution mensuelle	
Paris	136 220	0,5	202 360	0,9	
Seine-et-Marne	67 060	0,5	97 680	0,8	
Yvelines	64 470	0,6	92 180	1,1	
Essonne	59 210	0,1	86 200	0,5	
Hauts-de-Seine	81 960	0,5	115 160	0,9	
Seine-Saint-Denis	121 950	0,0	165 810	0,4	
Val-de-Marne	76 950	1,0	106 850	1,0	
Val-d'Oise	72 860	0,1	102 200	0,4	
Île-de-France	680 680	0,4	968 440	0,8	
France métropolitaine	3 590 600	0,4	5 475 700	0,6	





Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)

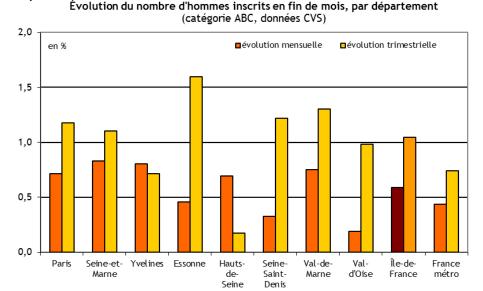


Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

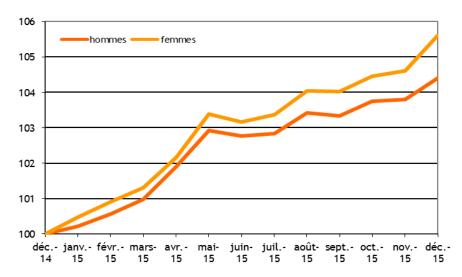
7

La demande d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

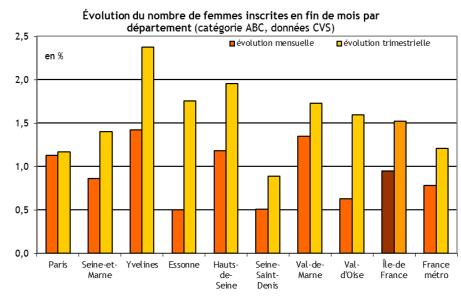
- □ En décembre 2015, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie ABC augmente de +0,6 % pour les hommes et de +0,9 % pour les femmes en région francilienne. L'écart est marqué par la catégorie A, où la demande d'emploi masculine est stable, tandis que celle des femmes progresse de +0,9 %.
- Après plusieurs mois d'évolution similaire, le nombre de demandeuses d'emploi augmente plus fortement en décembre, à l'image du début d'année. Ainsi, sur un an, la demande d'emploi des femmes affiche une hausse supérieure de 1,2 point à celle des hommes.
- Les Yvelines et les Hauts-de-Seine connaissent, de loin, les écarts entre hommes et femmes les plus importants, en défaveur de ces dernières.



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (catégorie ABC, données CVS - indice 100 décembre 2014)



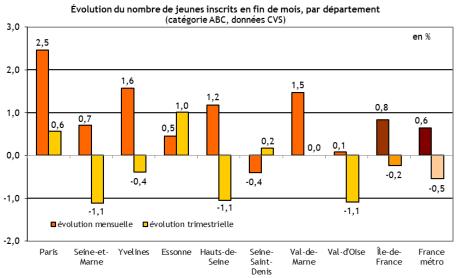
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE



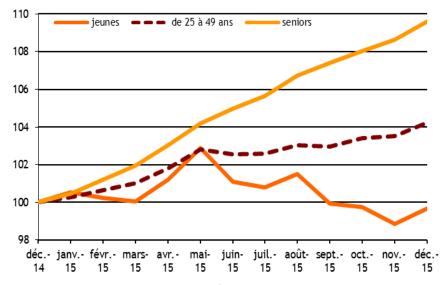
Sources: DARES / Pôle emploi - calculs des CVS: DIRECCTE / SESE

La demande d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

- □ En décembre 2015, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi augmente de +0,8 % en Île-de-France et de +0,6 % en France métropolitaine.
- □ Sur trois mois, la demande d'emploi des jeunes connaît une légère baisse en région francilienne (-0,2 %) et au niveau national (-0,5 %). La Seine-et-Marne, les Hauts-de-Seine et le Val-d'Oise connaissent les seules baisses franches.
- □ Sur un an, si le nombre de jeunes demandeurs d'emploi reste relativement stable en catégorie ABC, il baisse en catégorie A (-3,0 % en Île-de-France).
- □ La hausse se poursuit pour les séniors, avec une progression de +2,1 % sur les trois derniers mois et +9,5 % sur l'année 2015 (catégorie ABC).

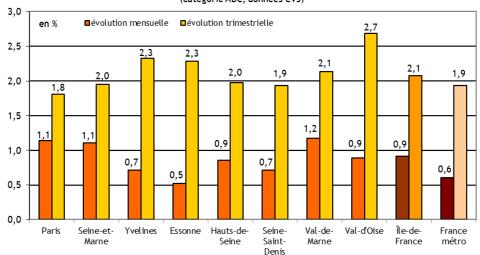


Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon l'âge (catégorie ABC, données CVS - indice 100 décembre 2014)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)

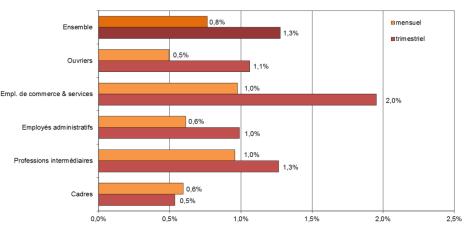


Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Les demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle* et par métier recherché

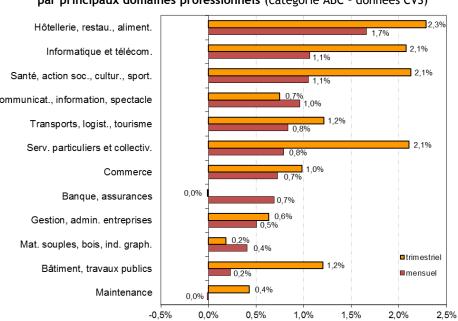
- ☐ En décembre 2015, le nombre de demandeurs d'emploi augmente pour toutes les catégories socioprofessionnelles, de +0,5 % pour les ouvriers à +1,0 % pour les employés de commerce et de services ainsi que les professions intermédiaires.
- □ Sur les trois derniers mois, les employés de commerce et de services sont les plus touchés par la hausse (+2,0 %). Les cadres sont à l'inverse les moins affectés par la hausse (+0,5 %). Cette dynamique reste vraie pour l'année 2015 dans son ensemble.
- Parmi les plus fortes hausses des derniers mois, on retrouve les métiers de l'hôtellerie et de la restauration, ceux de l'informatique et des télécommunications, ceux de la santé, de l'action sociale, culturelle et sportive ainsi que les services aux particuliers et aux collectivités. Ce sont également les métiers les plus touchés par la hausse sur l'année 2015.
- Le bâtiment et les travaux publics, domaine le plus Communicat., information, spectacle durement touché en 2014, connaît en 2015 une hausse similaire à l'évolution globale de la demande d'emploi.
- Le nombre de demandeurs d'emploi des banques et des assurances est stable sur les derniers mois, malgré une hausse en décembre. Il est également stable sur l'année. Les métiers de la gestion et de l'administration des entreprises connaissent une hausse très modérée sur l'année.
- * La catégorie socioprofessionnelle du demandeur d'emploi est recalculée par le Sese de la Direccte d'Île-de-France à partir du métier recherché par le demandeur d'emploi.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par catégorie professionnelle (catégorie ABC - données CVS)



Sources: DARES / Pôle emploi - calculs des CVS: DIRECCTE / SESE

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par principaux domaines professionnels (catégorie ABC - données CVS)

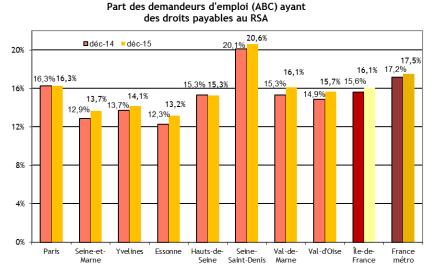


Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

10

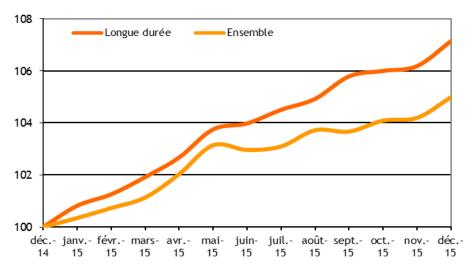
Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

- □ En décembre 2015, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an augmente de +0,9 % en Île-de-France et de +0,8 % en France métropolitaine. Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens de moins d'un an progresse de +0,7 % dans la région et de +0,5 % au niveau national.
- □ Sur un an, la demande d'emploi de longue durée progresse de +7,1 %, tandis que la hausse est beaucoup plus contenue pour les demandeurs d'emploi de moins d'un an (+3,4 %).
- □ 16,1 % des demandeurs d'emploi franciliens sont bénéficiaires du RSA, soit une hausse de +0,5 point en un an. Au niveau national, la part atteint 17,5 % des demandeurs d'emploi (+0,3 point en un an).



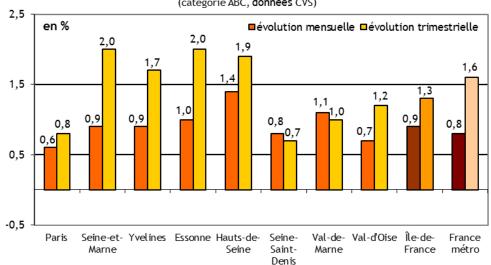
Sources : DARES / Pôle emploi - données brutes

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an (catégorie ABC, données CVS - indice 100 décembre 2014)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an, par département (catégorie ABC, données CVS)

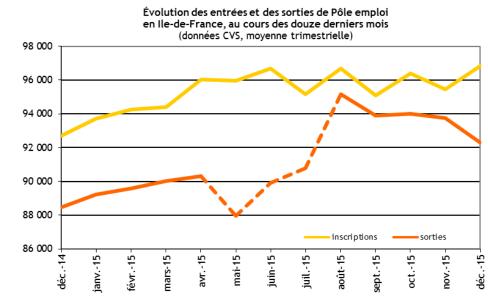


Les entrées et les sorties à la fin du mois de décembre 2015

Les entrées et les sorties de Pôle emploi

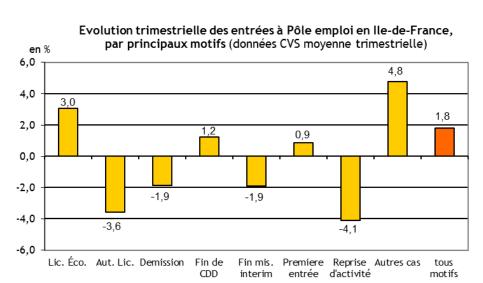
- ☐ Par rapport au mois précédent, le nombre d'entrées est quasiment stable en décembre, tandis que le nombre de sorties se replie franchement.
- □ Sur trois mois glissants, le nombre d'entrées augmente légèrement tandis que le nombre de sorties diminue un peu.
- □ Au sein des entrées, les « autres cas » progressent, constituant 47 % des inscriptions, parmi lesquelles 7 % font suite à des ruptures conventionnelles, ce qui rend difficile l'interprétation des évolutions des entrées par motif. Les entrées pour fin de CDD (20 % du total) augmentent légèrement, tandis que les licenciements autres qu'économiques (10 % des cas) et les reprises d'activité (6 % du total) reculent.
- Le motif de défaut d'actualisation, pour lequel le nombre de sorties diminue, représente 47 % du total des sorties, limitant la portée de l'analyse. Parmi les autres motifs, la seule autre diminution concerne les entrées en stage (4 % du total des sorties) qui baissent de près de -30 % : elles reviennent à un niveau proche de celui de long terme, alors qu'elles avaient presque doublé de volume en cours d'année. Pour les autres motifs, le nombre de sorties augmente, notamment pour les reprises d'emploi déclarées (18 % du total), les radiations administratives (9 % du total) et les arrêts de

recherche (6 % des cas).



Note de lecture : Entre mai et août 2015, divers évènements de nature administrative rendent difficile l'interprétation de l'évolution du nombre de sorties (courbe en pointillés)

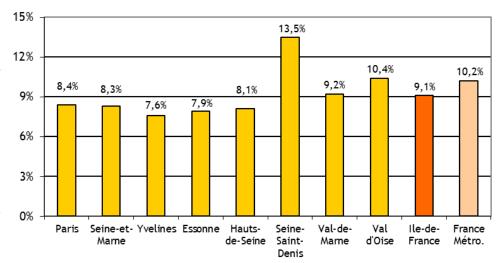
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE



Le taux de chômage au 3^{ème} trimestre 2015

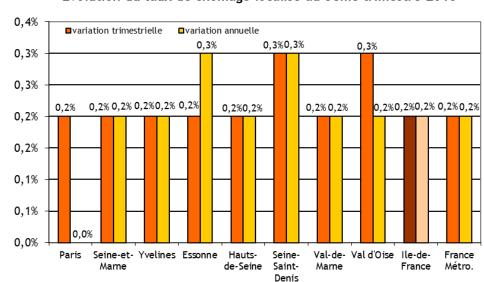
- □ Au troisième trimestre 2015, le taux de chômage francilien s'est établi à 9,1 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre) selon les estimations de l'Insee, en hausse de +0,2 point par rapport au deuxième trimestre 2015. Le taux de chômage en France métropolitaine (hors DOM-TOM) connaît la même évolution, atteignant à présent 10,2 %.
- □ Exceptés la Seine-Saint-Denis et le Val-d'Oise (+0,3 point), tous les départements franciliens affichent une hausse de +0,2 point au 3è trimestre.
- □ Sur un an, le taux de chômage progresse également de +0,2 point en Île-de-France ainsi qu'en France métropolitaine. L'écart entre les taux de chômage francilien et métropolitain se maintient (1,1 point en faveur de la région).
- La Seine-Saint-Denis est le département francilien où le taux de chômage atteint un plus haut historique, s'élevant à 13,5 % (+0,3 point en un an). Il est suivi par le Val-d'Oise où le taux s'élève à 10,4 % (+0,2 point). Ce sont les deux seuls départements franciliens où le taux de chômage est supérieur à celui de la France métropolitaine.
- □ Paris, dont le taux de chômage s'établit à 8,4 %, est le seul département où le taux de chômage reste stable sur un an.

Taux de chômage localisé au 3ème trimestre 2015



Source : Insee

Évolution du taux de chômage localisé au 3ème trimestre 2015

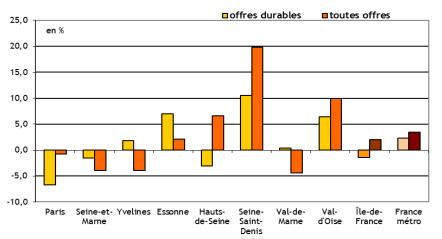


Source : Insee

Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin décembre 2015

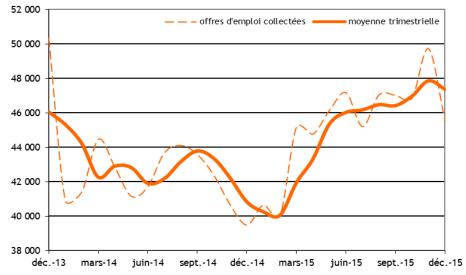
- ☐ En décembre 2015, 45 540 offres d'emploi ont été collectées directement par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS) dont 27 680 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois), diminuant sensiblement par rapport au mois précédent.
- □ Sur les trois derniers mois, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région progresse par rapport aux trois mois précédents (+2,0 %), malgré la baisse des offres d'emploi durables (-1,5 %).
- ☐ En moyenne trimestrielle sur un an, la hausse marquée des offres enregistrées dans la région (+16,0 %) est en revanche plutôt motivée par l'augmentation des offres durables (+19,6 %). La dynamique est similaire en France métropolitaine.

Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis décembre 2013 (données CVS)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

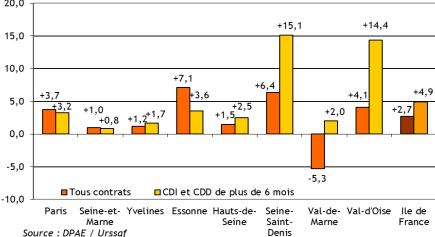
Évolution du nombre d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis décembre 2013 (données CVS)



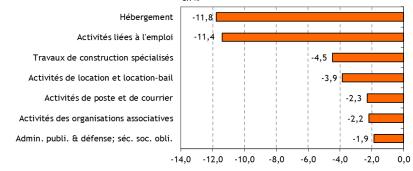
Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au 2^{ème} trimestre 2015

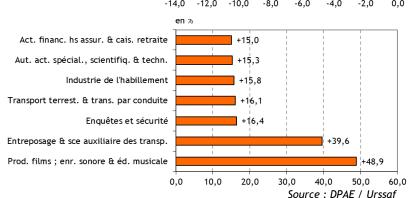
- □ 1 836 447 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats (hors contrats intérimaires) ont été enregistrées au deuxième trimestre 2015 en Îlede-France, dont 292 000 DPAE concernent des CDD de plus de 6 mois et CDI (qualifiés de durables).
- ☐ Par rapport au deuxième trimestre 2014, le nombre de DPAE augmente en Île-de-France, que ce soit tous contrats confondus (+2,7 %) ou bien seulement pour les contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois, +4,9 %).
- ☐ Pour ce qui est des CDI et CDD de plus de six mois, la Seine-Saint-Denis et le Val-d'Oise ont connu les progressions les plus importantes (resp. +15,1 % et +14,4 %). Malgré une baisse tous contrats confondus, le Val-de-Marne a connu une légère hausse pour les contrats durables (+2,0 %).
- ☐ La production de films, enregistrement sonore et éditions musicales et l'entreposage et services auxiliaires des transports ont connu les plus fortes progressions des DPAE pour les contrats durables (resp. +48,9 % et +39,6 %).
- L'hébergement et les activités liées à l'emploi ont à l'inverse connu une baisse importante des DPAE pour des contrats durables (resp. -11,8 % et -11,4 %).





Les sept secteurs d'activités (NAF 88) à l'augmentation et à la baisse des DPAE des contrats durables la plus importante

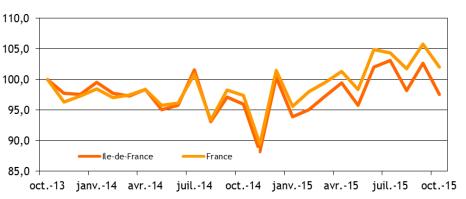




L'intérim à fin octobre 2015

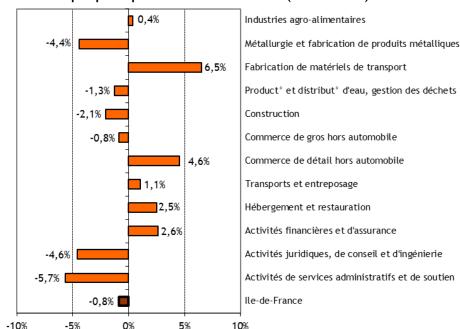
- Plus de 270 000 contrats d'intérim ont été signés au mois d'octobre 2015 dans les établissements franciliens, soit une moyenne de 92 400 emplois en équivalent temps plein (EETP, données corrigées des variations saisonnières).
- Le nombre de contrats signés et le nombre d'intérimaires en EETP ont diminué par rapport au mois précédent. Ainsi, en moyenne sur les trois derniers mois, le nombre d'intérimaires enregistre une légère baisse : -0,8 % par rapport aux trois mois précédents.
- L'intérim dans l'industrie progresse légèrement : +1,8 % ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents. En particulier, la fabrication de matériels de transport augmente de +6,5 %, alors que la métallurgie diminue (-4,4 %). Les industries agro-alimentaires restent stables (+0,4 %)
- ☐ Après des mois d'été en hausse, l'intérim dans la construction est en repli : -2,1 % ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents.
- L'intérim dans le tertiaire est également en baisse (-1,1 %), mais avec des différences suivant les principaux secteurs d'activités. Ainsi, le nombre d'EETP progresse dans le commerce de détail, les activités financières et l'hébergement/restauration (resp. +4,6 %, +2,6 % et +2,5 %), et est en net recul dans les activités de services administratifs, et les activités juridiques (resp. -5,7 % et -4,6 %).

Evolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS/CJO - base 100 à fin octobre 2013)



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE-SESE

Evolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité (donnée CVS)

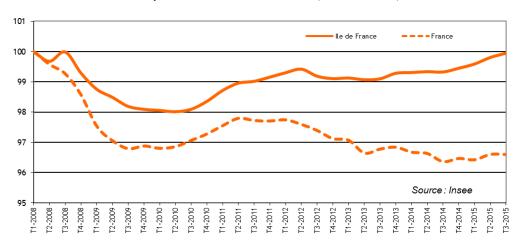


Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

L'emploi salarié au 3^{ème} trimestre 2015

- ☐ Au troisième trimestre 2015, l'emploi salarié marchand francilien progresse légèrement (+0,1 %, soit +5 700 emplois) selon les estimations provisoires de l'Insee. En France métropolitaine, l'emploi salarié marchand demeure stable (-900 postes).
- □ Sur un an, l'emploi salarié progresse de +0,6 % en Île-de-France (+25 400 postes), tandis qu'il augmente de +0,2 % en France métropolitaine (+37 300 emplois).
- □ Par rapport au deuxième trimestre, les Hautsde-Seine (-0,3 %) et les Yvelines (-0,1 %) connaissent de légères baisses. A l'inverse, la Seine-et-Marne (+0,6 %) enregistre la plus forte hausse, suivie par Paris et l'Essonne (tous deux +0,4 %). Les autres départements franciliens voient l'emploi marchand se stabiliser.
- □ Sur un an, l'emploi salarié marchand augmente le plus fortement à Paris (+1,2 %, +15 500 postes), dans le Val-d'Oise (+1,0 %, +2 700 emplois), en Seine-Saint-Denis (+0,8 %, +3 200 emplois) et en Essonne (+0,6 %, +1 700 postes). La hausse est plus modeste en Seine-et-Marne, dans les Yvelines et dans le Val-de-Marne (entre +0,2 % et +0,3 %). Le nombre d'emplois salariés se maintient dans les Hauts-de-Seine.

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands, depuis le 1^{er} trimestre 2008 (données CVS)



Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département	Nombre d'emplois au 3e trimestre 2015	Evolution trim rapport au 2è 20	•	Evolution annuelle (par rapport au 3e trimestre 2014)		
(données CVS)		Niveau	%	Niveau	%	
Paris	1 291 913	4 930	0,4	15 547	1,2	
Seine-et-Marne	304 917	1 951	0,6	899	0,3	
Yvelines	362 991	-512	-0,1	819	0,2	
Essonne	300168	1 196	0,4	1 695	0,6	
Hauts-de-Seine	808 750	-2 694	-0,3	-256	0,0	
Seine-Saint-Denis	398 603	55	0,0	3 216	0,8	
Val-de-Marne	357 739	418	0,1	749	0,2	
Val-d'Oise	262 079	377	0,1	2 698	1,0	
lle-de-France	4 087 160	5 720	0,1	25 369	0,6	
France métropolitaine	15 401 800	-900	0,0	37 300	0,2	

Source: Insee

Champ: ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

L'emploi salarié au 3ème trimestre 2015

17

☐ Au troisième trimestre 2015, l'emploi se replie dans l'industrie (-2 000 postes, -0,4 %) et dans la construction (-2 300 postes, soit -0,9 %), la baisse étant bien plus marquée que lors des deux précédents trimestres. Le commerce (+0,2 %, +1 300 emplois) et les services

marchands (+0,3 %, +8 800 postes) affichent tous deux

une progression. Au sein des services marchands, la hausse est surtout le fait d'un fort rebond dans l'intérim (+6,5 %) tandis que les secteurs habituellement en

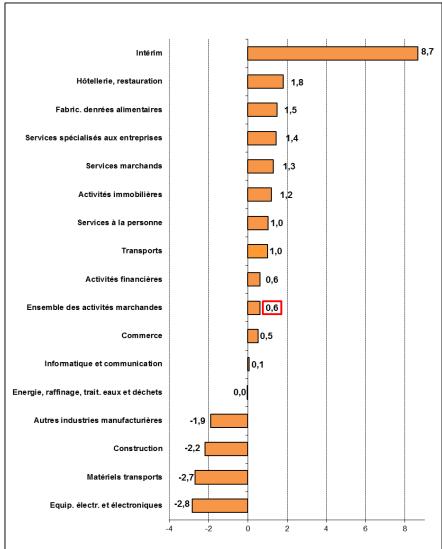
hausse (hôtellerie et restauration, activités spécialisées, activités financières et immobilières) stagnent.

☐ Sur un an, la construction voit son nombre de salariés diminuer sensiblement (-2,2 %, -5 900 postes). Constat identique pour l'industrie (-1,5 %, -6 600 postes) avec toujours les mêmes secteurs perdant des emplois.

L'emploi salarié dans le commerce connaît une hausse annuelle de +0,5 % (+3 600 emplois), après les évolutions positives des deux derniers trimestres.

Les services marchands restent les principaux moteurs de la hausse, avec une augmentation de +1,3 % (+34 400 emplois) sur un an. Le fort rebond de l'intérim se traduit également par une franche hausse annuelle (+8,7 %). Hors intérim, les secteurs les plus dynamiques sont l'hôtellerie et la restauration (+1,8 % sur un an), les activités spécialisées (+1,4 % sur un an) et les activités immobilières (+0,9 % sur un an). Les métiers de l'informatique et des télécommunications n'ont pas enregistré de gain d'emplois sur l'année écoulée.

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 3^{ème} trimestre 2014 et le 3^{ème} trimestre 2015, dans les principaux secteurs d'activité marchands (données CVS)



Source: INSEE - estimations trimestrielles d'emploi

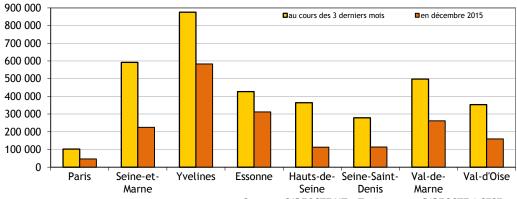
Champ: ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

L'activité partielle en décembre 2015

- ☐ En décembre dernier, 193 demandes d'autorisations d'activité partielle (*) ont été adressées à la Direccte.
- □ Elles correspondent à 1 815 593 heures de travail autorisées à être chômées en Ile-de-France. C'est le chiffre le plus élevé constaté depuis septembre 2009.
- Les Yvelines cumulent un tiers des heures demandées ce mois dans la région mais la grande majorité de ces heures est concentrée en une seule demande d'un grand constructeur automobile.
- □ Au total, sur l'année 2015, plus de 1 600 autorisations d'activité partielle, portant sur neuf millions quatre cent mille heures, ont été accordées. Plus de 47 % des heures autorisées dans la région l'étaient au bénéfice d'établissements du secteur de la construction.
- (*) Les autorisations étudiées dans cette synthèse ne concernent que l'activité partielle pour le motif de recours « Conjoncture économique ».

Note: Les données diffusées dans la synthèse publiée au mois de décembre 2015 concernant le mois d'octobre contenaient une erreur et ne doivent donc pas être utilisées.

Heures autorisées pour motif économique par département



Source: DIRECCTE UT - Traitement: DIRECCTE / SESE

	Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de- France	Paris	Seine-et- Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de- Seine	Seine- Saint- Denis	Val-de- Marne	Val-d'Oise
	Autorisations en décembre	193	25	20	25	34	18	18	21	32
	cumul 2015	1 613	225	236	229	219	138	166	157	243
	Heures associées en décembre	1 815 593	46 811	225 442	583 217	312 503	112 968	113 571	261 749	159 331
	cumul 2015	9 427 646	352 928	1 417 102	2 362 732	1 391 217	924 268	666 869	1 235 981	1 076 549

Source: DIRECCTE UT - Traitement: DIRECCTE / SESE

□ Viennent s'ajouter aux demandes pour motif économique, consécutivement aux attentats du 13 novembre 2015, 168 autorisations pour « circonstances exceptionnelles » portant sur 584 538 heures. Une majorité de ces heures ont été accordées à Paris, notamment dans les secteurs de l'hébergement-restauration, des arts et spectacles et des transports.

Les plans de sauvegarde de l'emploi en décembre 2015

- ☐ En décembre 2015, les services de la Direccte ont été informés de l'initiation de 28 procédures concernant 900 postes. C'est le deuxième plus bas total de l'année. 34 emplois sont perdus pour liquidations judiciaires.
- □ Sur l'année 2015, le nombre de PSE initiés a augmenté, pour atteindre 353 sur l'année (+93 par rapport à 2014). Ces plans ont concerné 20 448 postes. Cela représente près de 2 000 postes menacés

de plus qu'en 2014.

Répartition par

territoire

impacté

PSE en décembre

cumul 2015

lle-de-

France

28

353

900

cumul 2015 | 20 488 | 4 568

- Aucun département n'est durement touché ce mois, mais celui qui est le plus affecté par rapport à 3000 son emploi local est l'Essonne. Sur l'ensemble de 2500 l'année ce sont tout d'abord les Hauts-de-Seine, puis 2000 les Yvelines qui ont été les plus affectés. Les autres 1500 départements sont davantage épargnés. Le plus 1000 favorisé est la Seine-et-Marne.
- □ En 2015, le secteur de l'imprimerie est le plus touché dans la région, avec 25 postes menacés sur 1 000 existants. Les secteurs de la métallurgie et de la fabrication automobile ont menacé environ 15 postes sur 1 000.
- La situation s'est améliorée durant le deuxième semestre, malgré un très mauvais mois de novembre.

35

89

2328

Essonne

16

992

Yvelines

Hauts-

de-

Seine

96

432

7229

Seine-

Saint-

Denis

32

55

2234

Val-de-

Val-

17

1086

Marne d'Oise

17

1235

Seine-

et-

M arne

18

29

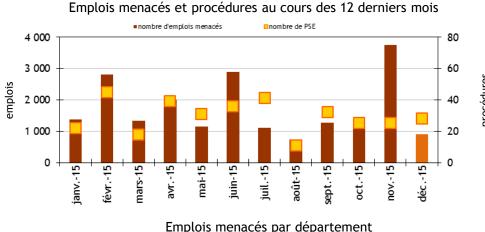
816

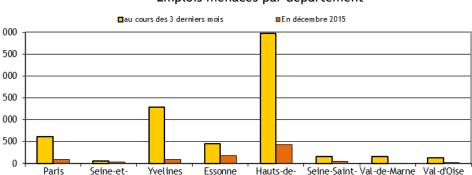
Paris

11

108

101



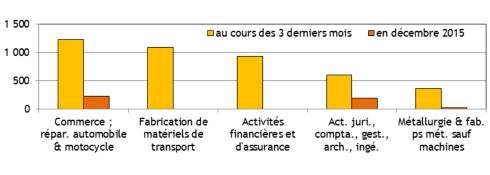


Marne

Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés

Seine

Denis



Source: SI-Homologation-Traitement: DIRECCTE / SESE

19

Autres

départe

ments

14